

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

# LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

SUPPLEMENT POUR LA BELGIQUE DU N° 117 - JUIN 1961

0,25 NF

64, Rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>

2,50 FB

Correspondant en Belgique : E. DECOUX, 259, rue du Campinaire, PONT-DE-LOUP (Hainaut)

## SUR L'AMBIGUITE DES REFORMES DE STRUCTURE

L'ambiguïté du programme des réformes de structures élaboré sous la pression de la gauche syndicale d'abord, de la gauche du P.S.B. ensuite, par la F.G.T.B. et le P.S., résulte du fait que les travailleurs d'avant-garde leur confèrent le sens d'un programme de transition, alors que leur sens, qui leur est conféré par les technocrates qui ont présidé à leur élaboration et par les brochures détaillées qui sont sorties des travaux de ceux-ci et dont les textes ont été adoptés par la F.G.T.B. en 1956 et par le P.S. en 1959, ne dépasse pas le niveau d'un programme minimum.

D'une part, en effet, les réformes de structure ne prévoient que des nationalisations (qui n'osent pas dire leur nom et qui s'intitulent « mise sous service public ») du type français ou anglais. A cette différence près cependant que le capitalisme belge ne se trouve momentanément pas dans une situation où il serait obligé de les accepter, comme les capitalistes anglais et français d'après 1945. Il ne s'agit pas de NATIONALISATIONS SANS INDEMNITES AUX CAPITALISTES. Il ne s'agit pas de contrôle ouvrier sur les entreprises, par lequel le prolétariat se prépare à diriger directement l'industrie expropriée.

D'autre part, pour une assez large couche de travailleurs d'avant-garde, les réformes de structures apparaissent comme des revendications qui, partant des conditions actuelles (sous-emploi, délabrement économique de régions entières, emprise des holdings sur la vie économique) conduisent à une conclusion : la conquête du pouvoir par les travailleurs parce que la bourgeoisie ne semble pas pouvoir les admettre. En d'autres termes, ils identifient les réformes de structures avec ce que nous, trotskystes, appelons « programme de transition », c'est-à-dire avec un programme qui ne s'identifie ni au classique programme minimum de la social-démocratie limité à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, ni à un programme maximum comme celui des sociaux-démocrates (ou des staliniciens) qui promet la société socialiste pour un avenir indéterminé auquel il n'est fait allusion que dans des discours du dimanche, mais qui partant de besoins concrets, remet le régime de la bourgeoisie en question.

Cette confusion entre réformes de structure et programme de transition est entretenue par les journaux de la gauche socialiste tels que « Combat » (qui présente une équation : « réformes de structure + fédéralisme = socialisme », n° du 16 mars 1961) ou, dans une moindre mesure « La Gauche ».

Ce sera la tâche à laquelle nous nous attellerons, de présenter au travers de nos prochains articles, un programme de transition précis pour la Belgique.

F. C.

Un document de 32 pages  
indispensable à tout militant

## LA GREVE BELGE DE 1960-61

FORCE ET FAIBLESSE  
D'UN GRAND COMBAT

L'exemplaire 1 NF - 10 FB

Commandes à « La Vérité des Travailleurs »  
(Paiement en timbres postes ou par C.C.P.)  
ou à l'adresse de notre correspondant  
en Belgique.

## LA DEMOCRATIE SYNDICALE

« Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : **complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste.** Ceci signifie : lutter pour transformer les syndicats en organes des masses exploiteuses et non en organes d'une aristocratie travailliste.

Le second mot d'ordre est : **démocratie dans les syndicats.** Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des Syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. »

Léon TROTSKY,

(« Les syndicats dans la période de décadence du capitalisme », 1940.)